

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

États-Unis

Harvard reste l'université la plus riche du monde

Le fonds de réserve de l'université américaine a dépassé les 50 milliards de francs, soit l'équivalent des réserves de la Banque ... • (Page 08)

Innovation & technologie

Macron promet 30 milliards d'euros

Le président français a présenté ce mardi un plan d'investissement pour que la ... • (Page 08)

Troisième trimestres 2021

3 495 entreprises créées au Togo

• (Page 03)

Afrique / start-up

Moins de financement pour les femmes

Seuls 3 % des 1,7 milliard de dollars levés par des start-up africaines sont allés à des équipes ... • (Page 02)

Sommet mondial des filles

Plan International annonce l'évènement

Plan International organise la 4ème édition du Sommet mondial des filles pour promouvoir l'égalité. Sous le Haut Patronage de la ... • (Page 05)

Secteur d'activité

Conférence nationale du karité à Bamako

Bamako, la capitale du Mali, abrite du 21 au 23 octobre 2021, la première la Conférence nationale du karité. Un ... • (Page 06)

Œuvre sociale

Don de vivres et non vivres pour les populations de Bassar

Vivres, fournitures scolaires, tables bancs, équipements ... • (Page 11)



Commerce

• (Page 04)

Formation des experts sur la mise à niveau spécifique



PLAN INTERNATIONAL AUX FILLES, L'ÉGALITÉ

ENSEMBLE POUR LE SOMMET MONDIAL DES FILLES

21 OCT 22 OCT 2021 LOMÉ TOGO

Plan International Togo

Afrique

Les fonds d'investissements ne financent pas les start-up dirigées par des femmes

Seuls 3 % des 1,7 milliard de dollars levés par des start-up africaines sont allés à des équipes promotrices exclusivement féminines, d'après Briter Bridges et la Banque mondiale. Une disparité qui s'expliquerait notamment par l'absence des femmes dans les secteurs financiers et technologiques.

« In search of equity » est un rapport de Briter Bridges et du Gender Innovation Lab de la Banque mondiale qui vise à fournir une analyse sexospécifique de la situation du financement des start-up en phase de démarrage. Publiée début octobre, l'enquête a examiné 1 112 entreprises opérant en Afrique qui ont reçu des fonds de capital-risque entre 2013 et mai de cette année. Ces entreprises ont levé 1,7 milliard de dollars à travers 1 585 transactions, toutes inférieures à 20 millions de dollars. Elle a aussi révélé que 75 % des 1 112 entreprises avaient des équipes promotrices exclusivement masculines, 9 % des équipes exclusivement féminines et 14 % un mélange de fondateurs masculins et féminins. Seuls 3 % des 1,7 milliard de dollars sont allés à la seconde catégorie, 76 % étant dirigés vers la première. L'étude a été menée au sein de start-up des domaines de la FinTech et de la technologie, qui sont parmi les plus financées sur le continent. Selon les données recueillies auprès des promoteurs ayant participé à l'analyse, cette disparité financière pourrait s'expliquer par l'absence de femmes



leaders dans les secteurs de la finance et de la technologie en général. Il y a aussi un manque de confiance des investisseurs, qui auraient tendance à associer les caractéristiques d'un entrepreneurat réussi aux hommes plutôt qu'aux femmes. D'après une étude mondiale menée par le groupe bancaire international HSBC en 2019, une telle disparité s'observe également au sein des structures d'investissements, majoritairement composées d'hommes. Pourtant, l'Afrique présente le taux le plus élevé de femmes entrepreneures, avec 24 % contre 11 % en Asie du Sud-Est et Pacifique, 9 % au Moyen-Orient, 6 % en Europe et Asie centrale. Cependant, il faut noter que ces entreprises sont pour la plupart plus pe-

tites et moins rentables que celles créées par des hommes (6 fois moins de capital et des profits inférieurs de 40 %). Comme solutions potentielles, encourager davantage de filles à faire carrière dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM), et leur présenter l'entrepreneuriat comme une option viable. Ces deux actions conjointes pourraient contribuer à accroître la présence de femmes dans les entreprises, qui pourraient ensuite fonder des start-up. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour comprendre le fossé financier lié au genre en Afrique, dans un contexte où les femmes représentent 58% de la population active.

Avec Agence Ecofin

Expéditions maritimes

8,5 % des conteneurs servant demeurent bloqués dans les ports

La rupture de la chaîne d'approvisionnement mondiale engendrée par la Covid-19 a laissé place à de fortes inflations dont les effets sont plus ressentis dans les pays en développement. Pour la Banque mondiale, l'industrie maritime tient un rôle majeur dans cette crise.

Environ 8,5 % des conteneurs utilisés pour les expéditions maritimes sont bloqués dans divers ports à travers le monde en raison de la pandémie de Covid-19, rapporte la Banque mondiale. Le président de l'institution, David Malpass, lors d'une conférence de presse tenue le mer-

credi 13 octobre à l'occasion des assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI pour le compte de l'année 2021, a révélé le lien entre ce phénomène et la flambée des prix des denrées alimentaires qui a suivi parallèlement l'apparition de la pandémie. « 8,5 % des conteneurs d'expédition

mondiaux sont bloqués dans différents ports du monde, ce qui représente le double de l'estimation de la Banque en janvier 2021. La situation a affecté les chaînes d'approvisionnement et a entraîné une augmentation des prix des produits, notamment des denrées alimentaires ».

Avec Agence Ecofin

AUX DECIDEURS...

Investir dans l'agriculture

Plus de six personnes sur dix en Afrique subsaharienne travaillent dans le secteur agricole du continent. Nous ne réalisons peut-être pas que ce qui pousse à partir du sol africain peut être lié à certains des aliments les plus populaires au monde.

L'Afrique produit la plus grande offre mondiale de cacao, utilisé dans les barres chocolatées et autres produits. Les grains de café cultivés en Éthiopie et en Ouganda, qui dominent les exportations de café de l'Afrique, ont été évalués à près de 2 milliards de dollars l'année dernière.

Le volume des exportations africaines de produits de base est en hausse. Dans le même temps, de plus en plus d'Africains sont confrontés à l'insécurité alimentaire. Environ 246 millions d'Africains se couchent le ventre vide chaque nuit. Le rythme de la croissance agricole de l'Afrique ne suit pas la croissance démographique de l'Afrique.

À l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, il est temps que les dirigeants africains et mondiaux, ainsi que les organisations de développement, se joignent à l'appel du Groupe de la Banque africaine de développement pour une augmentation des investissements dans les technologies agricoles qui stimulent la production alimentaire et la sécurité alimentaire de l'Afrique face au changement climatique.

Le continent a un immense potentiel pour se nourrir et devenir un grenier à blé pour le monde : environ 65 pour cent des terres arables non cultivées restantes de la Terre se trouvent en Afrique. Cependant, ce potentiel est menacé par des conditions météorologiques extrêmes erratiques. Il est également rabougri parce que la majorité des producteurs vivriers africains sont des petits exploitants agricoles de subsistance. Nous devons intensifier la mise en œuvre de pratiques agricoles modernes et intelligentes face au climat.

Les investissements du Groupe de la Banque africaine de développement aident les agriculteurs africains à mettre plus de nourriture dans la bouche d'un plus grand nombre d'Africains. Depuis que la Banque a lancé sa stratégie Feed Africa en 2015, plus de 74 millions de personnes bénéficient d'un accès à des technologies agricoles améliorées, ce qui se traduit par une production alimentaire plus élevée.

Le programme phare, Technologies for African Agricultural Transformation (TAAT) a fourni à 11 millions d'agriculteurs dans 29 pays africains des technologies agricoles éprouvées telles que le maïs résistant à la sécheresse, le blé résistant à la chaleur, des variétés de semences à haut rendement et des traitements de semences pour se protéger contre les ravageurs comme la chenille légionnaire d'automne, qui a dévasté les cultures africaines en vagues d'essaims ailés et affamés.

Aligné sur le thème de la Journée mondiale de l'alimentation 2021, "Nos actions sont notre avenir. Une meilleure production, une meilleure nutrition, un meilleur environnement et une vie meilleure", la Banque augmente la production alimentaire, l'accès à des aliments plus nutritifs et aide les agriculteurs à s'adapter aux environnements impactés par le changement climatique. Nous plaçons en faveur d'une réforme des politiques sensibles au genre et d'un développement inclusif.

L'initiative Action de financement positif pour les femmes en Afrique (AFAWA) de la Banque vise à réduire le déficit d'accès au financement auquel les femmes entreprises sont confrontées à travers le continent, y compris les femmes travaillant dans l'agriculture.

L'AFAWA vient d'investir 20 millions de dollars dans un projet de financement de pratiques agricoles résilientes au climat au Ghana. Il ciblera des centaines d'entreprises dirigées par des femmes grâce à des lignes de crédit avec Ecobank Ghana, et leur fournira une formation professionnelle sur l'agriculture adaptée au climat.

La Banque africaine de développement envisage une Afrique en sécurité alimentaire qui utilise des technologies de pointe, s'adapte de manière créative au changement climatique et développe une nouvelle génération d'« agripreneurs » - des jeunes et des femmes autonomes qui moderniseront et industrialiseront l'agriculture.

La Facilité de financement vise à accomplir cela en apportant des « agritechs » intelligentes pour aider des millions d'autres agriculteurs africains à doubler les rendements des principales cultures, à produire suffisamment de nourriture pour nourrir 200 millions de personnes supplémentaires et à réduire les cas de malnutrition.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Troisième trimestre 2021

3 495 entreprises créées au Togo

Au troisième trimestre 2021, les données du Centre de formalités des entreprises (CFE) indiquent que 3 495 entreprises créées au Togo. Ce qui représente une hausse de 8,4% par rapport au second semestre de cette même année.

• Joël YANCLO

1 145 entreprises ont vu le jour au Togo en juillet 2021 ; 1.257 en août et 1093 en septembre. Soit au total 3.495 entreprises créées au Togo au terme de troisième trimestre 2021, à en croire les statistiques officielles publiées par le Centre de formalités des entreprises (CFE). Par rapport au deuxième trimestre 2021 où 3 224 entités ont été créées, on note donc une progression de 8,4%. Toujours dans les données du CFE, on remarque que 3 035

des nouvelles entités sont portées par des Togolais, soit 86% du total contre 460 par les étrangers, ce qui représente 14%. La part déclarée par les personnes physiques est de 2.111 entités correspondant à 60,4% contre 1384 créées par des personnes morales, soit 39,6%. Il est à noter que le taux a connu une hausse comparativement au trimestre précédent, il est plutôt en baisse par rapport aux trois premiers mois de l'année où 4.087 nouvelles structures d'affaires ont été enregistrées. 3 495



entreprises nouvellement installées, portent à 10 806, le total déclaré au CFE en 2021. Pour rappel, grâce aux nouvelles réformes, il est désormais possible au Togo de créer son entreprise en ligne en quatre heures de temps, dans le cadre de la dématérialisation des procédures. L'opérateur a désormais la possibilité de soumettre sa demande de création d'entreprise en ligne et régler dans la foulée, les frais de dossier via Flooz et T-money.



STATISTIQUES DE CREATION D'ENTREPRISES MOIS : JUILLET 2021



NOMBRE DE CREATION	PERSONNE PHYSIQUE	PERSONNE MORALE	TOGOLAIS	ETRANGERS	HOMMES	FEMMES	ACTES SOUS SEING PRIVES	ACTES NOTARIES
1145	707	438	986	159	826	319	358	38

STATISTIQUES DE CREATION D'ENTREPRISES MOIS : AOUT 2021

NOMBRE DE CREATION	PERSONNE PHYSIQUE	PERSONNE MORALE	TOGOLAIS	ETRANGERS	HOMMES	FEMMES	ACTES SOUS SEING PRIVES	ACTES NOTARIES
1257	783	474	1098	159	926	331	391	31

STATISTIQUES DE CREATION D'ENTREPRISES MOIS : SEPTEMBRE 2021

NOMBRE DE CREATION	PERSONNE PHYSIQUE	PERSONNE MORALE	TOGOLAIS	ETRANGERS	HOMMES	FEMMES	ACTES SOUS SEING PRIVES	ACTES NOTARIES
1093	621	418	951	142	791	302	336	24

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Commerce

Formation des experts sur la mise à niveau spécifique

Au Togo, le mardi 12 octobre 2021, la salle de conférence EYADEMA de la Société d'Administration de la Zone Franche (SAZOF) a servi de cadre à la formation des experts nationaux sur le concept de mise à niveau spécifique.

• Vivien ATAKPABEM

Présidée par Franck Koffi MENSAH, Directeur d'Appui au Secteur Privé au nom du ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, la rencontre a connu la présence de la Représentante Résidente de la Commission de l'UEMOA au Togo, de la Directrice du Bureau de Restructuration et de Mise à Niveau (BRMN - Togo), des Directeurs Généraux, Centraux et Chefs de services et des professionnels des médias. Organisé par le Bureau de Restructuration et de Mise à Niveau (BRMN) en collaboration avec la Commission de l'UEMOA, cet atelier de trois jours a pour objectif de consolider et d'enrichir la compréhension de ce nouveau concept, ainsi que de favoriser le développement d'un nouveau savoir-faire au sein de l'expertise nationale capable de répondre aux besoins spécifiques de la mise à niveau en particulier pour les Très Petites, Petites et Moyennes Entreprises. Dans son discours d'ouverture, le



Directeur d'Appui au Secteur Privé, a indiqué, au nom de Monsieur le Ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale que : « La libéralisation des échanges commerciaux offre, sous certaines conditions, des opportunités aux pays en développement pour leur ancrage dans l'économie mondiale. Elle impose de mettre en œuvre des programmes, projets et actions en vue de permettre aux entreprises de leur pays de se mettre à niveau face aux exigences du libre-échange et de renforcer leurs capacités d'offres. » Irène SAGBO, Directrice du BRMN Togo a souligné dans son mot de bienvenu que « Ces modules

de formation sur les outils de la Mise à Niveau Globale et de la Mise à Niveau Spécifique s'inscrivent dans le cadre du plan de renforcement des compétences techniques locales dans le secteur du conseil aux entreprises. » Aminata LO PAYE, Représentante Résidente de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) au Togo a pour sa part salué la dynamique de soutien aux TPE et PME mise en œuvre par le Togo, sous le leadership de Son Excellence Monsieur le Président de la République en vue de leur résilience durant la crise sanitaire à la Covid-19.

Hausse du prix du ciment chez Cimtogo

Les prix aux consommateurs encore instables

Le prix du ciment CPJ 45 de Cimtogo, filiale togolaise du groupe HeidelbergCement, leader sur le marché local, a augmenté, a confirmé samedi dernier Eric Gougnac, le directeur général du cimentier.

Le nouveau tarif est entré en vigueur vendredi 15 octobre après une note adressée aux distributeurs le 13 octobre dernier. Selon ce document, le prix du ciment passe à 79 001 FCFA la tonne à l'usine de Lomé, et à 81 000 FCFA à l'usine de Kara. Cette hausse semble être le contre-coup des perturbations que rencontrent les chaînes d'approvisionnement maritime mondiale, du fait des restrictions sanitaires et du redémarrage de l'économie qui a fait bondir la demande de biens. Des aléas qui impactent les capacités à bord des navires ont accentué le manque de conteneurs, entraînant des hausses des taux de fret, justifie Eric Gougnac. « Cet ajustement est devenu nécessaire suite à une hausse de 250% des combustibles pour l'usine de Scantogo [l'usine de production de clinker qui alimente Cimtogo, ndlr] et une augmentation de plus de 35 \$ par



tonne du fret maritime sur le gypse et le charbon. Dans le contexte international actuel, il n'est plus possible de maintenir les anciens prix», a indiqué le responsable. Le Togo rejoint ainsi les pays de l'Uemoa comme le Sénégal, le Mali, la Côte d'Ivoire et le Bénin, où le prix du sac du ciment classique a augmenté en 2021. « La petite suisse » d'Afrique, producteur de clinker, reste toutefois l'une des économies côtières de la zone d'intégration où ce matériau de construction est le plus cher. Ce lundi matin, les distributeurs agréés

de ciment ont ouvert avec divers prix, variant entre 80 000 FCFA et 82 000 FCFA pour le ciment Cimtogo. Par contre, les prix des ciments Diamond et Dangoté, sont restés stables à la plupart des points de vente finaux. « Moi, je le vends à 81 000 FCFA. Les prix chez Cimtogo ont changé la semaine dernière. Sinon c'était à 78 000 FCFA la tonne », a confié à Togo First, une distributrice installée dans le quartier Vakposito, périphérie de Lomé.

Avec Togo First

Togo / Concurrence

L'ARCC présente au secteur privé et à la société civile

L'Autorité régionale de la concurrence de la CEDEAO (ARCC), s'est présentée ce lundi 18 Octobre à la société civile et au secteur privé togolais. C'est à la faveur d'un atelier de plaidoyer et de sensibilisation, organisé en collaboration avec le ministère en charge du commerce, avec la participation de différents acteurs de l'économie, comme la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT), l'Association des grandes entreprises du Togo (AGET), ou encore l'Association Togolaise des consommateurs du (ATC).

L'organisation de cet atelier sur la politique de concurrence de la Cedeao s'inscrit dans le cadre des discussions continues que nous souhaitons avoir avec les acteurs et partenaires nationaux. Cet atelier ne sera pas le dernier, car nous espérons vous rencontrer régulièrement pour partager nos points de vue sur la promotion de la concurrence en Afrique de l'Ouest », a déclaré Dr Simeon Koffi, Directeur exécutif par intérim de l'ARCC, à l'ouverture des échanges. Pour le gendarme sous-régional de la concurrence, cette rencontre, meublée de présentations et débats sur le cadre juridique de promotion de la concurrence

au niveau sous-régional, s'inscrit également dans la perspective de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (Zlecaf), dont l'implémentation se poursuit au sein des pays signataires. « En vue de la mise en œuvre de l'agenda 2063 de l'Union africaine, et en particulier de la Zone de libre-échange continentale africaine, il est crucial que les Etats membres de la Cedeao harmonisent leurs politiques de concurrence, conformément au cadre régional. A cet égard, l'ARCC et les États-membres devraient envisager un dialogue approfondi sur la question. », a ajouté, sur la question, le patron

de l'organisme. Rappelons que l'ARCC a pour mission d'harmoniser les actions aux niveaux nationaux en vue de mettre en place un environnement concurrentiel dans l'espace Cedeao, et favoriser les échanges au niveau régional. En mars dernier, les experts la Communauté ouest africaine avaient fait un pas décisif vers l'opérationnalisation de l'autorité de la concurrence, en validant à Lomé son plan d'action. Ces assises avaient permis également de définir le cadre juridique des interventions de l'Autorité, sur le marché régional.

Avec Togo First



• Franck Koffi MENSAH, Directeur d'Appui au Secteur Privé



• Aminata LO PAYE, Représentante Résidente de la Commission de l'UEMOA au Togo



• Irène SAGBO, Directrice du BRMN Togo

Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



Communiqué de presse

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

Plan International organise la 4ème édition du Sommet mondial des filles pour promouvoir l'égalité

Lomé, le 18 Octobre 2021 – Sous le Haut Patronage de la Présidence de la République Togolaise, Plan International et ses partenaires organisent du 21 au 22 octobre 2021 à Lomé au Togo, la 4ème édition du Sommet Mondial des Filles, pour la première fois en Afrique. Cette rencontre de haut niveau initiée en 2017 à la faveur de la Campagne « Aux Filles l'Égalité », se veut un effort collectif visant à créer, catalyser et dynamiser un mouvement mondial en faveur des droits des filles.

Le Sommet Mondial des Filles qui s'inscrit en droite ligne avec la Journée Internationale de la Fille (JIFi), se tiendra sous un format hybride virtuel et présentiel. Il réunira donc environ 200 personnes en présentiel dont des jeunes filles et garçons, les autorités gouvernementales, des représentants des Nations Unies, plusieurs défenseurs des droits des filles, des Organisations de la Société Civile, les partenaires financiers et les médias, venus du monde.

En ligne, le Sommet est ouvert à plus de 3000 personnes à travers la plateforme virtuelle mise en place, et sera retransmis sur d'autres plateformes de Plan International et de ses partenaires.

Pour **M. Rotimy Djossaya**, Directeur Exécutif de Plan International, région Afrique de l'Ouest et du Centre, « **Ce Sommet est un moment particulier où nous nous unissons pour mobiliser les individus, les partenaires, les communautés d'une seule voix, autour du potentiel et le leadership des filles pour le changement à travers différents types d'événements à tous les niveaux.** »

Le Sommet Mondial des Filles a aussi pour but de créer un espace multiculturel, intergénérationnel et multi-acteurs, où des filles du monde peuvent interagir, se renforcer, décider des changements profonds qu'elles souhaitent dans leurs environnements, et partager leur défis, succès pour l'initiation collective d'actions de plaidoyers pour leur leadership.

D'où cet appel de **M. Rotimy Djossaya** : « **Contribuons tous à faire de ce tout premier Sommet des filles organisé en Afrique, un événement mémorable** ».

A propos de Plan International

Plan International est une organisation humanitaire et de développement indépendante à but non lucratif qui fait progresser les droits des enfants et l'égalité des filles.

Nous croyons au pouvoir et au potentiel de chaque enfant. Mais ce potentiel est souvent inhibé par la pauvreté, la violence, l'exclusion et la discrimination. Et ce sont les filles qui en sont le plus touchées.

En collaboration avec les enfants, les jeunes, nos sympathisants et nos partenaires, nous nous efforçons de créer un monde juste, en nous attaquant aux causes profondes des problèmes auxquels sont confrontés les filles et tous les enfants vulnérables.

Nous soutenons les droits des enfants de la naissance à l'âge adulte. Nous permettons aux enfants de se préparer et de réagir aux crises et à l'adversité. Nous faisons évoluer les pratiques et les politiques aux niveaux local, national et mondial en utilisant notre portée, notre expérience et nos connaissances.

Nous construisons des partenariats puissants pour les enfants depuis plus de 80 ans, et nous sommes maintenant actifs dans plus de 70 pays.

Présente au Togo depuis 1988, Plan International focalise ses actions sur l'éducation et la protection des enfants et des filles, ainsi que l'autonomisation économique des familles.

NOTRE AMBITION AU TOGO

A l'horizon 2023, Plan International Togo ambitionne de devenir l'organisation de référence pour les droits des filles et des jeunes femmes - y compris les filles et jeunes femmes en situation de handicap - qui fait progresser leurs droits à la santé sexuelle et reproductive, au développement de la petite enfance et à l'autonomisation économique.

BUT

Plan International voudrait contribuer à ce que 500 000 enfants et jeunes vulnérables, en particulier les filles, les jeunes femmes et les personnes en situation de handicap, exercent leurs droits en prenant des décisions concernant leur vie, y compris leur sexualité, les moyens d'existence et leur développement.

Contact Presse:

Jean-Baptiste EGUEH, Conseiller Média et Communication

Plan International Togo

Email: jean-baptiste.egueh@plan-international.org

Secteur d'activité

Conférence nationale du karité à Bamako

Bamako, la capitale du Mali, abrite du 21 au 23 octobre 2021, la première la Conférence nationale du karité. Un évènement qu'organise l'Unité de mise en œuvre du Cadre intégré au Mali (UMOCI / CIR), le ministère en charge de la promotion de la femme, et l'Alliance globale du karité (AGR).

● Joël YANCLO

Tous les acteurs de la filière karité au Mali se réuniront sous le thème de « Connecter la filière karité du Mali à l'industrie globale ». Pour cette première édition, la Guinée Conakry est l'invitée d'honneur. L'enjeu est capital. L'industrialisation de la filière karité au Mali permettrait d'accélérer la croissance économique, de créer des emplois, de la richesse et d'améliorer les revenus des femmes. Au programme des trois d'échanges, des panels de discussions, exposition des produits du karité et une série de formation sur les exportations en Afrique et en Asie. Entre autres, les participants vont discuter au cours du premier panel intitulé « Connecter la filière karité du Mali au reste du monde : analyse diagnostique, défis et perspectives », sur les défis et contraintes liés à l'industrialisation de la filière karité au Mali ; l'importance des femmes rurales dans l'industrie et difficultés rencontrées ; l'exportation des produits du karité : quels types d'accompagnements au profit des acteurs ? ; les facilités offertes par l'Etat pour la création d'industrie au Mali ; collaborer avec des acteurs sous régionaux : les perspectives qu'offrent la filière karité en Guinée. Un second panel « Investissement et création d'emplois à travers l'industrie du karité » permettra aux acteurs de la filière d'échanger sur l'importance de l'industrie du karité dans la création d'emplois, les contraintes liées à l'investissement dans



l'industrie du karité au Mali, facilitation des investissements privés dans le secteur du karité : stratégies et implications, la création d'une PME dans le secteur du karité : étapes, défis et perspectives. Grâce au troisième panel intitulé « Innovations dans la protection et la gestion de la ressource karité » il sera de réfléchir sur les rôles et responsabilité de l'administration forestière dans la préservation de la ressource karité, l'implication des coopératives de femmes dans la préservation de la ressource karité. Deux panels de discussions sont au programme le vendredi 22 octobre 2021. Il s'agit de l'« Organisation et structuration de la filière karité du Mali : modèles, axes stratégiques prioritaires et l'approche genre du développement » qui permettra de débattre sur la Loi OHADA et la mise en place de structures coopératives ; la structuration de la filière karité : les bonnes pratiques des modèles à succès dans la sous-région ouest africaine et les axes stratégiques prioritaires ; rôles et appui du CIR dans la structuration de la filière karité ; autonomisation des femmes du secteur karité : stratégies et axes d'intervention. Le panel « Financement du secteur karité au

Mali : les institutions et les produits financiers adaptés aux défis de la compétitivité » s'articulera autour du financement de la filière karité : quelles facilités offertes par les banques et établissements financiers ?, mise en place de préfinancement pour la campagne de commercialisation, importance du préfinancement dans l'autonomisation des femmes collectrices et transformatrices, les appuis et interventions de la Banque mondiale dans le secteur karité au Mali, les appuis et interventions du royaume du Danemark dans le secteur karité au Mali. Deux sessions spéciales sont au programme, le troisième jour des travaux. La première session « Exporter en Asie » abordera les exigences en matière d'exportation du beurre de karité, des amandes et des produits cosmétiques de l'Afrique de l'Ouest vers l'Asie : exporter vers le Japon, exporter vers la Chine, exporter vers la Corée du Sud. Quant à la seconde session « Exporter en Afrique » il sera question des exigences en matière d'exportation du beurre de karité, des amandes et des produits cosmétiques de l'Afrique de l'Ouest vers le reste de l'Afrique : exporter vers l'Afrique du Sud, exporter vers l'Angola, exporter vers le Kenya.

Sénégal

Le premier tramway ouest-africain attendu ce Noël

Annoncé et reporté plusieurs fois, le Train Express Régional (TER) du Sénégal entrera finalement en fonction le 24 décembre, a fait savoir Abdou Ndéné Sall, Directeur Général de Sen Ter dans un entretien avec l'AS.

« Tout est presque achevé et au point, le rendez-vous est donné aux Sénégalais le 24 décembre pour le cadre de Noël, avec un début d'exploitation du TER, qui constitue un legs important pour les générations futures ». Ce moyen de transport en commun est sensé pallier aux embouteillages qui coûtent à Dakar environ 100 milliards de Franc CFA par an. Le TER devrait transporter 115 000 voyageurs par jour. Reste à savoir si la qualité du ser-

vice sera au rendez-vous. Le Directeur de Sen Ter promet la mise à dispositions de 15 rames opérationnelles qui seront progressivement portées à 22 avec, dès le départ, une desserte au rythme d'un train toutes les dix minutes sur un trajet global de 108 km avec 200 km de lignes électriques, 72 km de mur de clôture, 14 ponts et 28 passerelles. À noter que la première phase du TER relie la gare centrale de Dakar à la ville nouvelle de Diamniado sur 36 km. Une

deuxième phase de 18 km ayant déjà fait une convention de financement devrait relier Diamniado à l'aéroport international Blaise-Diagne (AIBD). À la manœuvre sur la réalisation des infrastructures lourdes et annexes des deux voies ferrées aller et retour Dakar-Diamniado, le groupe français Eiffage, le turc Yapi Merkezi et le sénégalais CSE. Le français Alstom a quant à lui fabriqué et livré les rames du TER.

Avec financialafrik.com

Afrique

La valeur totale des obligations cotées en a atteint 536,1 milliards \$

Craignant des risques sur la valeur des actions, les investisseurs ont permis une solide augmentation de la valeur des obligations cotées sur les marchés boursiers africains. 3 pays concentrent plus de 68% de la valeur boursière totale de ces produits financiers.

Afin juin 2021, la valeur totale des obligations cotées émises en Afrique par les gouvernements et entreprises a atteint 536,1 milliards \$, selon l'indice des marchés financiers de la région (African Financial Market Index), publié par le groupe bancaire sud-africain ABSA. L'Afrique du Sud, avec une part de 258 milliards \$, fait office de géant sur ce tableau. Elle est suivie de l'Egypte (116,9 milliards \$) et du Nigeria (49 milliards \$). Avec une valeur d'obligations cotées à 12,5 milliards \$, la BRVM est aussi un marché attractif, à l'échelle du continent. « Des déficits budgétaires plus élevés et des recettes fiscales plus faibles en raison de la covid-19 continuent de gonfler la dette publique et d'avoir un impact sur l'économie. La dépendance exacerbée des Etats à l'égard des bourses locales a augmenté la taille des marchés obligataires dans la plupart des pays pris en compte par l'indice », peut-on lire dans le rapport. La surprise vient du Maroc qui, malgré une bourse représentant sur la période 62,8% de son produit intérieur brut (PIB), ne compte que 800 millions \$ d'obligations cotées. Il est devancé de très loin par des pays comme le Ghana (26,5 milliards \$). D'une manière générale, les données du rapport suggèrent que les investisseurs ont pris l'option d'investir sur les emprunts obligataires, à titre de précaution. La valeur globale des transactions sur les titres de sociétés cotées a reculé de 5 points de pourcentage pour ne représenter que 26% de la valorisation totale des sociétés cotées en Afrique. L'Afrique du Sud qui demeure le marché le plus important avec une



bourse qui pèse 4,2 fois son PIB a sévèrement été touchée par la covid-19 qui a fait peser des risques sur les revenus des entreprises. « Cette baisse ne s'est pas limitée à l'Afrique du Sud. L'activité des bourses dans la plupart des pays de l'indice a continué à être affectée par la pandémie. De nouvelles vagues du virus et les mesures de confinement, ainsi qu'une lenteur dans le déploiement des vaccins contrecarrent les efforts de relance de l'activité économique », explique le document. Précisons toutefois que concernant l'Afrique, le risque semble toujours plus porté vers le haut par les investisseurs, notamment étrangers. Cette analyse globale est différente de la perception de certains fonds boursiers, notamment Allan Gray Africa Equity Fund, le plus performant du moment dans la région. « Zenith Bank au Nigeria a par exemple, au cours de la dernière décennie, vu ses bénéfices augmenter de 9 % par an en dollars américains, avec un rendement des capitaux propres (ROE) moyen de 20 %, mais sa valeur en bourse ne se négocie qu'à 3,2 fois ses bénéfices. En comparaison, Bank of America a eu un ROE moyen de moins de la moitié sur la même période, mais sa valeur se

negocie à 17 fois les bénéfices », ont récemment fait savoir les analystes. L'indice des bourses africaines publié par Absa Group en est cette année à sa 5e édition. Sur les 23 pays qui y figurent, 19 ont obtenu un score inférieur à celui de l'année précédente. « Cette baisse reflète des conditions de marché plus difficiles, des changements méthodologiques et l'inclusion d'indicateurs environnementaux, sociaux et de gouvernance dans l'indice. Malgré la baisse des scores, peu d'exemples révèlent une détérioration sous-jacente de l'environnement politique, réglementaire ou de développement dans l'un des pays de l'indice », ont expliqué les auteurs du rapport. Mais on peut aussi noter que le classement cette fois a été affecté par l'inclusion d'initiatives ESG dans la notation. Seulement 13 pays de l'indice ont des politiques boursières axées sur les ESG et 9 ont introduit des produits de finance durable. L'Afrique du Sud, l'île Maurice et le Nigeria conservent dans l'ordre, leurs premières places, bien que les scores aient baissé en 2021 pour ces trois pays. Rappelons que 6 critères sont examinés dans le cadre de cette réflexion.

Avec Agence Ecofin

Nigeria

Global Credit Ratings attribue des notes à FairMoney

L'agence de notation financière sud-africaine, Global Credit Rating (GCR), a attribué des notes d'émetteur de qualité (BBB/A3/Stable) à la banque numérique FairMoney Nigeria.

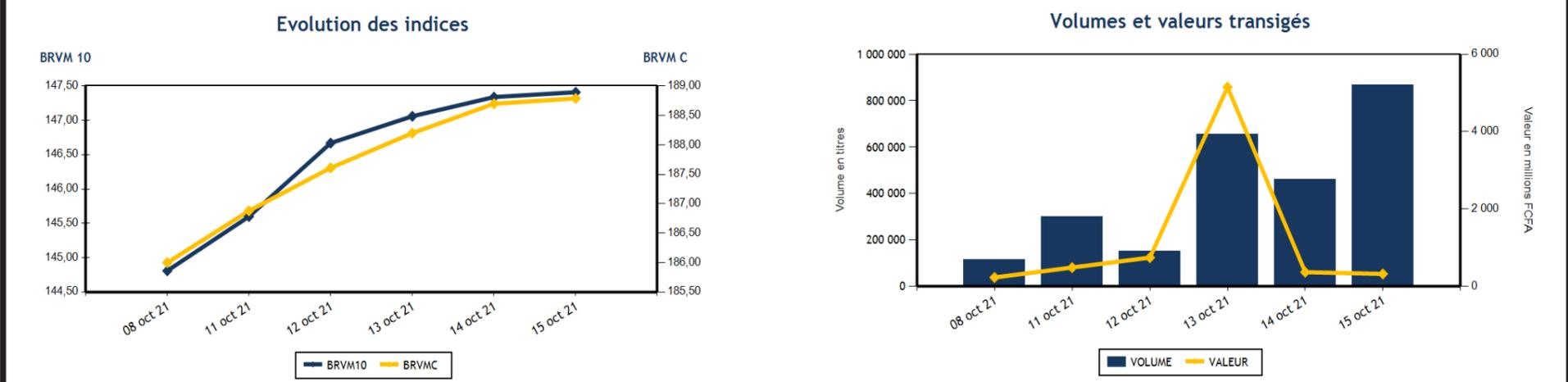
Dans son communiqué publié lundi 18 octobre, l'établissement a souligné avoir obtenu des notations de qualité investissement, BBB (NG) Long terme et A3 (NG) court terme avec une perspective stable. Les notations attribuées ont été motivées par la position non indexée de FairMoney, sa solide liquidité, son bilan résilient, ses bonnes pratiques de souscription et sa forte trajectoire de croissance depuis sa création. La nota-

tion Investment-Grade place FairMoney dans une position favorable pour accéder au financement des marchés des capitaux nigériens afin de financer la forte croissance de son portefeuille de prêts. D'ailleurs, la société prévoit de lancer prochainement la deuxième série de Private Note. Commentant les notations, la cofondatrice et PDG de FairMoney, Laurin Hainy, a affirmé que « les notations reflètent le modèle commercial résilient de FairMoney,

les meilleures pratiques internationales, une équipe de direction solide et une base d'employés diversifiée ». Créée en 2017, FairMoney possède des filiales en propriété exclusive au Nigeria (FairMoney Nigeria) et en Inde (FairMoney India). Les deux sociétés appartiennent à la société mère basée à Paris Predictus SAS. Récemment, la structure a levé un tour de série B de 42 millions USD avec une participation internationale.

Avec financialafrik.com

BRVM 10 147,41	BRVM BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES Allée de l'Ouest	BRVM Composite 188,79
Variation Jour ↑ 0,05 %	BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	Variation Jour ↑ 0,05 %
Variation annuelle ↑ 12,63 %	N° 200 vendredi 15 octobre 2021 Site : www.brvm.org	Variation annuelle ↑ 29,87 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 681 640 469 941	0,05 %
Volume échangé (Actions & Droits)	867 138	88,28 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	305 172 589	-15,91 %
Nombre de titres transigés	41	-2,38 %
Nombre de titres en hausse	13	0,00 %
Nombre de titres en baisse	19	11,76 %
Nombre de titres inchangés	9	-25,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 105	7,28 %	206,94 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 995	4,72 %	60,89 %
SOGB CI (SOGC)	4 995	3,31 %	112,55 %
TOTAL SN (TTLS)	1 800	2,86 %	0,00 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	765	2,00 %	282,50 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 126 661 719 783	0,75 %
Volume échangé	1 398	606,06 %
Valeur transigée (FCFA)	13 982 000	616,46 %
Nombre de titres transigés	2	-33,33 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	1	-66,67 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 665	-7,50 %	48,00 %
BERNABE CI (BNBC)	2 100	-4,55 %	250,00 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	915	-3,68 %	52,50 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	4 000	-3,03 %	-3,61 %
SAPH CI (SPHC)	5 380	-2,18 %	284,29 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	86,49	0,03 %	138,59 %	4 313	15 865 765	20,78
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	451,39	-0,15 %	9,97 %	11 854	134 035 880	7,96
BRVM - FINANCES	15	70,67	-0,44 %	17,80 %	793 179	109 866 744	13,86
BRVM - TRANSPORT	2	551,72	-0,22 %	45,69 %	170	386 725	9,20
BRVM - AGRICULTURE	5	239,62	0,11 %	176,89 %	2 642	10 712 195	14,92
BRVM - DISTRIBUTION	7	380,16	3,15 %	67,89 %	19 658	29 414 325	23,58
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	826,70	0,75 %	139,28 %	325	217 920	3,88
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	12,81	
Taux de rendement moyen du marché	6,37	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,10	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	96	
Volume moyen annuel par séance	281 054,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 605 187 643,46	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	4,55	
Ratio moyen de satisfaction	74,72	
Ratio moyen de tendance	1 641,33	
Ratio moyen de couverture	6,09	
Taux de rotation moyen du marché	0,08	
Prime de risque du marché	1,91	
Nombre de SGI participantes	28	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

États-Unis

Harvard reste l'université la plus riche du monde

Le fonds de réserve de l'université américaine a dépassé les 50 milliards de francs, soit l'équivalent des réserves de la Banque centrale d'Afrique du Sud ou des Pays-Bas.

L'université américaine de Harvard a vu son fonds de réserve (endowment) augmenter de 27% en un an, selon son rapport financier annuel publié jeudi, ce qui en fait, plus que jamais, l'université la plus riche du monde. Très répandu dans l'enseignement supérieur américain, le fonds de réserve est constitué et alimenté pour l'essentiel par des dons privés. Beaucoup de ces dons (82%) sont soumis à des restrictions, fléchés vers des disciplines ou des projets précis. Seuls environ 5 à 5,5% des réserves du fonds sont utilisés chaque année pour financer le fonctionnement de l'université de Harvard, située à Cambridge (Massachusetts), soit deux milliards de dollars durant l'année 2020/21.

Harvard devance Yale

Déjà le plus élevé au monde, le fonds de réserve a augmenté de 27%, pour atteindre 53,2 milliards de dollars



• Durant l'année 2020/21, Harvard a, par ailleurs, reçu 465 millions de dollars (429 millions de francs) de dons versés au fonds de réserve. Getty Images via AFP

(49,1 milliards de francs) à fin juin, qui correspond à la fin de l'exercice comptable, soit l'équivalent des réserves de la Banque centrale d'Afrique du Sud (SARB) ou des Pays-Bas. Profitant de l'insolente santé des marchés financiers, Harvard a enregistré un rendement de 33,6% de ses actifs en un an. Durant l'année 2020/21, Harvard a, par ailleurs, reçu

465 millions de dollars (429 millions de francs) de dons versés au fonds de réserve. Selon un classement établi par le magazine «US News», Harvard devançait déjà nettement Yale l'an dernier au classement des plus grands fonds de réserve, avec 41,9 milliards de dollars contre 31,1 (38,7 milliards de francs contre 28,7).

(AFP)

Argentine

Gel des prix de 1200 produits pour contenir l'inflation

L'accord, trouvé par le gouvernement argentin avec des entreprises privées, porte sur des produits des secteurs alimentaires et d'entretien en particulier.

Le gouvernement argentin a annoncé jeudi un accord avec le secteur privé sur le gel pour trois mois de plus de 1200 biens de consommation courante, dans un effort pour contenir une inflation galopante, de 37% depuis le début de l'année. «Ces 1247 produits aux prix gelés vont constituer une ancre pour stabiliser l'inflation», a déclaré le secrétaire d'État au Commerce extérieur, Roberto Feletti. «L'essentiel est de calmer le jeu et de garantir un trimestre de forte consommation», a-t-il précisé sur la radio El Destape. L'accord, sur une base volontaire de la part des entreprises, porte sur des produits des secteurs alimentaires et d'entretien en particulier. Les prix devront revenir au niveau qui était le leur au 1er octobre, et se maintenir jusqu'au 7 janvier 2022. «La réponse des entrepreneurs a été favorable», a souligné Roberto Feletti.

Contestation sociale

L'Argentine connaît depuis deux décennies une inflation chronique, avec des taux à deux chiffres, et 52,5% en taux cumulé sur les douze derniers mois. Le secrétaire



• L'accord intervient sur fond de contestation sociale et de revendications d'aides ou subventions alimentaires, dans un pays marqué par un taux de pauvreté d'un peu plus de 40%. AFP

d'État a expliqué que la décision de prendre pour référence les prix du 1er octobre tenait, notamment, à la mauvaise tendance inflationniste observée sur les premiers jours du mois. L'accord intervient sur fond de contestation sociale et de revendications d'aides ou subventions alimentaires, dans un pays marqué par un taux de pauvreté d'un peu plus de 40%, selon les derniers chiffres. Il y a quelques semaines, le gouvernement a augmenté de 16% le salaire minimum, le portant à 33'000 pesos (environ 287 euros). Il a aussi annoncé le versement à partir d'octobre d'un complément

aux allocations familiales, dont devraient bénéficier 2 millions de personnes. Le pays de 45 millions d'habitants, en récession depuis 2018, traverse une crise économique exacerbée par les conséquences de la pandémie de Covid-19. Le gouvernement du président de centre-gauche Alberto Fernandez, auquel il reste deux ans de mandat, est confronté, dans un mois, à des élections législatives partielles délicates, où il court le risque de perdre sa majorité au Sénat, alors qu'il ne l'a déjà pas à la Chambre des députés.

(AFP)

Innovation & technologie

Macron promet 30 milliards d'euros

Le président français a présenté ce mardi un plan d'investissement pour que la France «retrouve un cycle vertueux».

Produire davantage et «redevenir une grande nation d'innovation»: Emmanuel Macron a levé le voile mardi sur un plan d'investissement de 30 milliards d'euros, fixant la mission de gagner la «bataille de l'indépendance» d'ici 2030, salué par le monde industriel mais considéré par l'opposition comme de la «propagande» en vue de la présidentielle. «Si on ne réindustrialise pas le pays, on ne pourra redevenir une nation d'innovation et de recherche», a affirmé le président de la République en présentant, à six mois de l'élection présidentielle, son plan «France 2030» devant près de 200 chefs d'entreprise, ministres, élus, étudiants et chercheurs, réunis à l'Élysée. «Nous devons augmenter la capacité de l'économie française à croître par l'innovation», notamment pour continuer à «financer notre modèle social», a-t-il ajouté pendant un discours prononcé debout et sans notes de près de deux heures, après la diffusion d'un court film retraçant les grands moments de l'innovation industrielle française (TGV, Rafale, nucléaire, Concorde, etc.).

Créer les champions de demain dans les technologies d'avenir

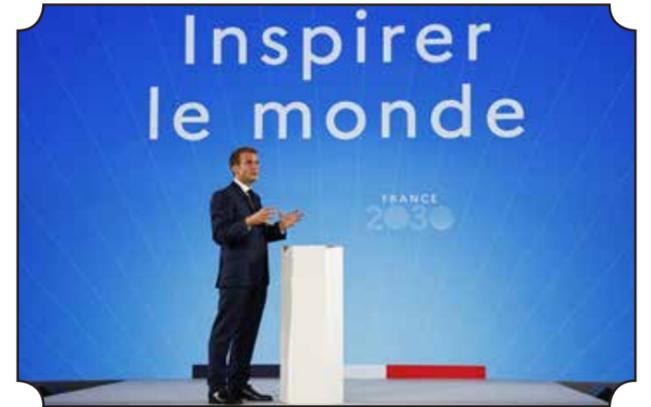
Face à la concurrence mondiale pour la maîtrise des technologies d'avenir, «France 2030» vise ainsi à

Aéronautique

Énième vice de fabrication décelé sur le Boeing 787

Le modèle long-courrier Dreamliner, déjà confronté à une série d'incidents, fait face cette fois à un problème de solidité d'éléments en titane, a annoncé jeudi, le constructeur américain.

Le constructeur aéronautique américain Boeing a confirmé, jeudi, qu'un défaut de fabrication avait été décelé sur son long-courrier 787 Dreamliner, un modèle déjà affecté par une série de problèmes techniques. Des éléments de l'appareil en titane ne répondent pas aux normes de solidité exigées pour les 787 construits ces trois dernières années. «Nous avons reçu une notification de l'un de nos fournisseurs concernant certaines parties qui n'ont pas été fabriquées correctement», a expliqué un porte-parole de Boeing. «Une enquête est en cours, mais nous avons déterminé que cela ne présentait pas de danger immédiat de sécurité pour la flotte d'avions déjà



• Le président français Emmanuel Macron a présenté un plan d'investissement de 30 milliards d'euros ce mardi. AFP

créer les champions français de demain dans les technologies d'avenir, en particulier en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique. La crise sanitaire «nous a fait toucher du doigt notre vulnérabilité», et «notre dépendance vis-à-vis de l'étranger», a relevé Emmanuel Macron, évoquant la pénurie de masques ou l'incapacité de la France à faire émerger un vaccin anti-Covid. «On doit rebâtir les termes d'une indépendance productive française et européenne», a-t-il enjoint, estimant que «nous avons un besoin impérieux d'accélérer les investissements publics créateurs de croissance et d'emplois».

Huit milliards d'euros iront au secteur de l'énergie

Sur les 30 milliards d'euros mobilisés sur cinq ans, 8 milliards iront au secteur de

en service», a-t-il poursuivi. «Les avions qui n'ont pas encore été livrés seront remaniés comme il se doit avant leur livraison aux clients», a également affirmé le porte-parole.

Livraisons suspendues

Ce n'est pas le premier incident concernant le 787 Dreamliner. Des vices de fabrication ont d'abord été découverts à la fin de l'été 2020 sur le raccord d'une portion du fuselage ainsi que sur le stabilisateur horizontal. Mi-juillet, Boeing avait annoncé avoir découvert un autre défaut, sur le nez de l'appareil, qui a contraint l'entreprise à suspendre les livraisons et réduire les cadences de production. La sécurité

l'énergie, pour devenir un «leader de l'hydrogène vert» d'ici 2030 et poursuivre la décarbonation de l'industrie ou encore développer le nucléaire de demain. La France investira notamment un milliard d'euros pour développer des petits réacteurs nucléaires. Quatre milliards d'euros seront aussi consacrés à la mobilité propre, avec notamment l'objectif de développer un avion bas carbone et de «produire en France 2 millions de véhicules électriques et hybrides» d'ici 2030, a indiqué M. Macron. Des innovations de «rupture» dans l'alimentation et la santé, avec l'ambition de produire 20 biomédicaments et des dispositifs médicaux de pointe, seront aussi au cœur de «France 2030».

(AFP)

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Deuxième séminaire sur les opportunités d'affaires (e-BOS)	12- 13 octobre 2021	Virtuel	BOS@AFDB.ORG et F.BENYAHIA@AFDB.ORG
3ème forum économique et commercial Turquie-Afrique	Date : 21 et 22 octobre 2021	Istanbul Congress Center	http://www.turkeyafricaforum.org/fr/
Webinaire sur « Les partenariats public-privé et la crise du COVID-19 »	28 Octobre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org
Forum sur le financement des engrais en Afrique orientale et australe	28 octobre 2021	Virtuel	https://www.afdb.org/en/affm
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrika.org/
Conférence sur la politique foncière en Afrique, CLPA 2021	2 - 4 novembre 2021	Kigali, Rwanda	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/
2è édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF 2021)	15 au 21 novembre 2021	Durban, Afrique du Sud	https://www.intrafricantradefair.com/
Forum des experts en planification énergétique en Afrique EMP-A	22 Novembre - 10 Décembre 2021	Virtuel	inquiries@optimus.community
36e Comité Intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts (CIHFE) pour l'Afrique du nord	23 au 26 Novembre 2021	Marrakech, Maroc	https://www.uneca.org
Sommet sur l'énergie et l'économie	22 et 23 novembre 2021	Libye	https://ecotechquebec.com
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org

HOROSCOPE finance

Bélier Vous pourrez faire fructifier vos ressources matérielles. Vos initiatives seront audacieuses, mais vous saurez tout de même limiter les risques, et le résultat sera des plus encourageants. Réduisez vos dépenses.

Taureau Les choses se calmeront sur le front financier. Mars, qui provoquait des contretemps, cessera de vous importuner ; et Saturne, de son côté, vous incitera à vous montrer raisonnable au lieu de vous obstiner à dégarner votre compte en banque.

Gémeaux L'influence de Mercure dans le secteur finances devrait vous aider à améliorer votre situation financière. Uranus et Neptune seront eux aussi assez positifs. Mais vous devrez quand même veiller à ne pas prendre de décisions trop rapides et à bien vérifier les contrats que vous allez signer.

Cancer Si vous envisagez depuis un certain temps d'effectuer des transactions de grande envergure ou de modifier le mode de gestion de vos ressources matérielles, ce sera le moment de vous lancer. Grâce à l'appui de Pluton, vous saurez faire les bons choix et éviter les écueils.

Lion Deux astres s'affronteront en influençant vos finances. Si le Soleil fortifie votre compte en banque en vous apportant une rentrée d'argent bienvenue, Mercure aurait plutôt tendance à vous entraîner dans une succession de petites dépenses qui, mises bout à bout, risquent de ponctionner sérieusement vos avoirs. Vous devrez donc vous armer de volonté pour ne pas céder aux ruineuses tentations.

Vierge De bons impacts célestes favoriseront les opérations financières. Profitez-en pour réorganiser vos placements ou pour commencer à capitaliser une part de vos économies. Attention cependant à l'impact de Neptune : vérifiez la validité de vos choix et de vos décisions. Pour quelques natifs, un coup de chance financier est certainement possible.

Balance Les planètes qui occupent l'un de vos secteurs d'argent devraient aujourd'hui vous aider à réaliser des opérations financières importantes. Vous pourrez en effet compter sur le soutien de Neptune et d'Uranus. Mais attention : autant le Ciel semble vous promettre des opportunités intéressantes, autant, si vous manquez de prudence ou de jugeote, vous pourrez gâcher vos chances.

Scorpion Soyez très prudent dans la gestion de votre budget, en vous obligeant à n'agir que selon vos propres moyens. "Avant de bâtir la tour, il faut calculer la dépense" (Evangile). Attention à la tentation de vous endetter inconsidérément ou de jongler avec votre découvert en banque. Sachez modérer vos ambitions et vos besoins.

Sagittaire Cet aspect de Jupiter va compliquer les choses sur le plan financier. Vous risquez en effet de vous lancer dans des achats nettement au-dessus de vos moyens, ou de modifier vos placements en vous fondant sur une analyse beaucoup trop optimiste des marchés.

Capricorne Ce ne sont pas les planètes qui risquent cette fois de menacer votre équilibre budgétaire, mais votre propre comportement. En effet, aucun astre franchement négatif n'influencera vos finances. Attention, donc, à ne pas vous jeter dans des achats "coup de coeur" dépassant vos possibilités.

Verseau Sur le plan financier, Mercure, planète de l'intelligence, de l'habileté et du commerce, devrait vous protéger efficacement. Attention simplement à ne pas prendre de décisions trop rapides en matière pécuniaire : vous n'aurez pas toujours les idées très claires.

Poissons Cette configuration de Saturne vous poussera à l'imprévoyance. Un climat de douce insouciance vous enveloppera. Et pourtant un proverbe chinois vous conseille : "N'attends pas d'avoir soif pour tirer l'eau du puits".

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web : www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000



AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES

(COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGREES, CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS/EXPORTATEURS)

Dans le souci d'assurer un allègement fiscal sur la mise à la consommation des marchandises sous douane en souffrance en ces moments de pandémie de la COVID-19, et afin de décongestionner les Magasins et Aires de Dédouanement/ Entrepôts pour inciter aux nouvelles commandes de fin d'année, il est institué une mesure de dépréciation des valeurs conformément aux dispositions de l'article 15 du Code des Douanes National.

Celle-ci couvre la période du 1^{er} octobre au 15 décembre 2021.

Le bénéfice de la présente mesure de dépréciation de la valeur de ces marchandises sous douane en souffrance dans les MAD, entrepôts, ..., est subordonné à une demande préalable marquée simplement par le dépôt du dossier du requérant auprès de la Compagnie Technique d'Evaluation et de Contrôle (COTEC).

I. CAS DES VEHICULES

Sont concernés par la présente dépréciation, les véhicules ayant plus de cinq (5) ans d'âge dans les conditions ci-dessous :

- Un taux de dépréciation de 25% pour les véhicules dont la date d'entrée aux Magasins et Aires de Dédouanement est comprise entre le 1^{er} janvier et le 15 décembre 2021 ;
- Un taux de dépréciation de 30% pour les véhicules dont la date d'entrée est comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2020 ;
- Un taux de dépréciation de 35% pour les véhicules dont la date d'entrée est comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019 ;
- Un taux de dépréciation de 40% pour les véhicules dont la date d'entrée est antérieure au 1^{er} janvier 2019.

II. CAS DES AUTRES MARCHANDISES

En ce qui concerne les autres marchandises en souffrance, une inspection préalable sera effectuée par les services des douanes afin de proposer pour chaque cas de figure, un taux de dépréciation approprié.

Les produits pétroliers ne sont pas concernés par la présente mesure de dépréciation.

III. CAS DES EPAVES ET AVARIES

La dépréciation de la valeur en douane des épaves et avaries tiendra compte du degré de dégradation ou d'avarie et sera effectuée par les services des douanes désignés à cet effet.

Il est demandé à toutes les personnes bénéficiant de la présente mesure de dépréciation de valeur, de faire valoir leur droit au plus tard le 31 décembre 2021 par la liquidation et le paiement effectif des droits dus.

Au-delà du 31 décembre 2021, tout accord de dépréciation obtenu n'ayant pas fait l'objet d'un faire-valoir de droit à la date limite mentionnée ci-haut est considérée comme nul et de nul effet.

La présente note de service prend effet à compter de la date de sa signature et prend fin le 31 décembre 2021.

Le Commissaire Général compte sur le civisme fiscal de tous pour la réussite de cette opération.

Fait à Lomé, le 1 octobre 2021

Le Commissaire Général

Philippe Kokou B. TCHODIE

Œuvre sociale

Don de vivres et non vivres pour les populations de Bassar

Vivres, fournitures scolaires, tables bancs, équipements médicaux divers, constituent l'important lot d'un don inestimable, fait par le Chef de l'Etat, Faure Essozimna GNASSINGBE au profit des populations déshéritées de la préfecture de Bassar pour leur permettre d'embrasser avec sérénité et égalité de chance la rentrée des classes, de réduire leur état de précarité et leur fournir des soins de santé adéquats à moindre coût.

● Joël YANCLO

La cérémonie de remise officielle et symbolique de ce précieux don a eu lieu ce 16 octobre 2021 au chef-lieu de commune de Bassar 1 en présence du Préfet de Bassar, le colonel BONFO Faré, des quatre maires, des dix chefs cantons ou représentants, des responsables UNIR de la préfecture de Bassar et d'une délégation de cadres natifs de Bassar venus de Lomé et d'ailleurs, sous la conduite de l'Honorable Députée à l'Assemblée Nationale Abira BONFOH et comprenant entre autres, le Ministre Ninsao GNOFAM ; l'honorable KPAL Koffi ; le Directeur Général de la TdE, Monsieur YAWANKE Gbati Wake ; Monsieur TCHOUROU Martin, membre du personnel de l'Assemblée Nationale ; le SG du Ministère de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise, Monsieur TCHABORE Hatime ; L'inspecteur de douane GNON Yakoubou Tchakoura ; Monsieur KIDASSIM Telou ;



Monsieur Gbati Gouni Komi ; l'huissier de justice Me Garba ; le directeur GNANDI Kondi ; Monsieur Kpante GNOFAM ; et bien d'autres Prenant la parole en dernier, le Colonel BONFO faré, Préfet de Bassar, qui s'est particulièrement réjoui de cet nième geste de magnanimité du Chef de l'Etat à l'endroit de sa population, lui a rendu un vibrant hommage et témoigné sa profonde reconnaissance avant de souligner que ce don concourt inéluctablement à l'atteinte des 1er , 2ème , 3ème et

4ème Objectifs de Développement Durables (ODD) de l'ONU puisqu'il contribue à l'élimination de l'extrême pauvreté et la faim, d'assurer la sécurité alimentaire ; il permet en outre l'accès de TOUS aux meilleurs soins de santé et à une éducation de qualité sur un pied d'égalité. Cette cérémonie qui s'est déroulée dans le strict respect des mesures barrières au regard de la pandémie de la COVID-19, a pris fin dans une joie inénarrable chez les bénéficiaires.



Fespaco 2021

Le cinéma togolais en attraction à Ouagadougou

Le Togo participe au Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco) ouvert le 16 octobre dans la capitale burkinabè. Prévu se terminer, le 23 octobre prochain, le Togo se présente en compétition avec sept œuvres cinématographiques, dans les catégories animation et films fictions.



● Nicole ESSO

Cette 27ème édition, placée sous le thème « cinéma d'Afrique », sont notamment prévues des projections de films, des table-rondes, des masterclass et expositions. Pour la délégation togolaise, qui a orienté sa participation autour du partage d'expérience et des avancées du pays dans le secteur, deux journées importantes sont à retenir: une conférence le 20 octobre sur le Code du cinéma et de l'image animée, récemment adopté par l'Assemblée nationale, et le 21 octobre des projections de films financés par le Fonds

d'aide à la culture (FAC). Par ailleurs, conjointement à la participation au Fespaco, le Togo expose son 7ème art, au Marché international du cinéma et la télévision africains (MICA), la plateforme de rencontre entre producteurs, distributeurs, diffuseurs et porteurs de projets africains. L'objectif pour le pays est de promouvoir davantage le cinéma local et de relever le niveau de compétitivité du secteur, notamment à l'international. Pour rappel, le Fespaco créé en 1969, se déroule tous les deux ans à Ouagadougou, au Burkina Faso. Sa vision est de favoriser la diffusion de toutes les œuvres du cinéma

africain, de permettre les contacts et les échanges entre professionnels du cinéma et de l'audiovisuel. Après un report en février dernier dû à la pandémie de la COVID-19, la 27e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO), le plus grand rendez-vous du cinéma africain, se tiendra dans la capitale du Burkina Faso, du 16 au 23 octobre 2021. Avec plus de 200 films sélectionnés dont 15 long métrages en compétition pour l'Étalon d'or du Yennenga, le grand prix la biennale, et des milliers de projections, le FESPACO fait de Ouagadougou la capitale du cinéma africain.



Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles
<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

Bâtir ensemble un avenir prometteur



1498
Candidats



152
Pré-sélectionnés



86
Évalués



20
Choisis

Félicitations aux nouveaux lauréats du programme Graduate de Ecobank Togo

Suite à un processus de sélection rigoureux, Ecobank est fière d'annoncer la sélection de 20 lauréats togolais pour son prestigieux programme panafricain de formation de jeunes diplômés.

En tant qu'employeur dynamique, et qui croit fortement en la jeunesse togolaise et panafricaine, nous accueillons cette nouvelle génération de talents avec grand espoir.

Nous sommes impatients de nos futures réalisations ensemble pour la prospérité de notre continent.

ecobank.com



Ecobank
La Banque Panafricaine